



**COLLEGE  
INTERARMEES  
DE DEFENSE**

**Module Géopolitique**

***LES REPERCUSSIONS DU CONFLIT ISRAELO-  
PALESTINIEN SUR LE COMMUNAUTARISME EN  
FRANCE.***

**Mémoire de géopolitique  
du commandant Christophe DESILLES  
dans le cadre du séminaire intitulé  
« Le conflit israélo-palestinien »**

**Directeur : Monsieur le sénateur  
Xavier de VILLEPIN**

**22 mars 2006**

## FICHE DOCUMENTAIRE

1. Les répercussions du conflit israélo-palestinien sur le communautarisme en France.
2. 2006\_memoire\_geop\_Répercussions du conflit israélo-palestinien sur le communautarisme en France\_DESILLES.doc
3. Commandant DESILLES Christophe, France
4. 22 mars 2006
5. Division B – groupe B1
6. Mémoire de géopolitique
7. Le conflit israélo-palestinien qui dure depuis des siècles et qui se manifeste de manière plus prégnante depuis la création de l'état d'Israël, les cinq guerres israélo-arabes et les deux sanglantes intifadas a des répercussions non négligeables sur le phénomène de communautarisme en France. Pendant que s'opérait une révolution mentale chez les uns, un essor du communautarisme arabo-musulman apparaissait chez les autres. Cette situation délicate est artificiellement amplifiée par des organisations juives et/ou musulmanes mais également par les médias qui assurent une surmédiatisation du conflit. Des solutions internes existent mais ne seront suivies des faits que si la situation au proche orient s'améliore sous l'impulsion de dirigeants soucieux d'un règlement pacifique du conflit.
8. Mots clés : communautarismes, racisme, antisémitisme, judéophobie

# **LES REPERCUSSIONS DU CONFLIT ISRAELO-PALESTINIEN SUR LE COMMUNAUTARISME EN FRANCE.**

## **SOMMAIRE**

### **INTRODUCTION.**

### **LIMINAIRE.**

#### **I REVOLUTION MENTALE DANS LA COMMUNAUTE JUIVE, OU COMMENT UNE COMMUNAUTE PLUTOT LIBERALE DEVIENT PLUTOT SECURITAIRE.**

- I.1 Une analyse historique nécessaire.
- I.2 L'aspect idéologique.
- I.2 Les conséquences aliénantes qui en découlent.

#### **II L'ESSOR DU COMMUNAUTARISME ARABO-MUSULMAN.**

- II.1 Analyse de quelques faits récents.
- II.2 Comment expliquer les phénomènes actuels auxquels nous sommes confrontés?
- II.3 Une instrumentalisation de la sensibilité de l'opinion au drame palestinien.

#### **III QUELQUES PISTES DE REFLEXION POUR ALIMENTER LE DEBAT**

- III.1 Adopter une attitude systématiquement critique par rapport à la « société du spectacle ».
- III.2 Refuser et militer pour ce refus de toutes pseudo-représentativités communautaires.
- III.3 Adopter un point de vue systématiquement français sur ce sujet brûlant.

### **CONCLUSION**

# INTRODUCTION

*Refuser les « prêts à penser ».*

Concernant le conflit israélo-palestinien, la démarche qui sous-tend le libre choix de ce sujet est indissociable d'une volonté de libre arbitre et du refus des « prêts à penser » et des archétypes façonnés par les médias. Nous devons chercher en permanence à nous élever au-dessus des discussions de « café du commerce », débats que nous pouvons avoir dans tous lieux profanes. Or, pour échapper à cette banalisation il me semble plus important d'aborder ce qui nous concerne en tant que citoyens français sur une situation qui se déroule en France. Nous remarquons le nombre important de conférences sur la situation au Proche-orient. Il n'est pas rare d'assister à de nombreux exposés de militants des causes palestiniennes ou israéliennes dont les prises de positions se montrent dures, moins dures ou tièdes. Il s'agit souvent de resucées d'argumentaires façonnées par les différents lobbies mobilisés sur ce sujet. C'est pourquoi il est plus judicieux de chercher une autre voie, un autre angle de débat en revenant si possible à notre réalité existentielle de tous les jours. Cette réalité s'exprime par la question suivante : **Quelles conséquences, quel impact, le conflit du Proche-Orient a-t-il, dans les limites de nos possibilités conceptuelles, sur les communautés juives ou arabes, voire les communautés de religion juive ou musulmane ?**

En appliquant le principe de sincérité, parler de sa réalité existentielle peut induire un antidote à l'aliénation et à l'instrumentalisation dont nous nous croyons victimes. De plus, pour éviter un défaussement politique, j'ai décidé de renforcer cette implication existentielle en abordant l'aliénation d'une communauté à laquelle tel ou tel individu appartient volontairement ou non, mais à laquelle il appartient « dans les yeux des autres », plutôt que de juger et de polémiquer sur l'aliénation de l'autre communauté. Pour ce faire, cherchons à appliquer le principe de tolérance mutuelle et cela, avec un effort d'autant plus soutenu, que les positions politiques des communautés sur le conflit du Proche-Orient est généralement différent. Si nous considérons que la solution du problème réside, qu'on le veuille ou non, dans la formule « deux peuples, deux Etats », l'un soutient la cause palestinienne et estime

que la responsabilité essentielle de la situation est due à l'attitude agressive et conquérante d'Israël, l'autre soutient Israël dans son droit à l'existence, y compris dans la dimension offensive que peuvent induire certaines situations historiques. Il s'agit donc bien de deux positions, blanche et noire ou noire et blanche, sans chercher un quelconque gris clair ou blanc cassé, tentative totalement vaine de mon point de vue. Cette tentative est vaine car il faut considérer comme un axiome fondamental que ce conflit est étranger. Il n'appartient pas à la réalité française même s'il l'influence.

### ***Dénoncer les émetteurs des idéologies aliénantes.***

Bien que non centrale, cette crise peut devenir structurante pour l'avenir du peuple français et pour la République. Pour mesurer cette importance, il y a déjà, tout bêtement, le fait quantitatif : cinq à six millions de musulmans en France, cinq à six cent mille juifs, deux à trois millions de personnes ni musulmanes ni juives mais liées familialement à l'une ou l'autre des communautés. Il s'agit donc d'un problème touchant de près ou de loin un Français sur neuf. Pour mettre en perspective : le problème corse ne toucherait qu'un million de personnes, c'est-à-dire un dixième tout au plus de ces populations.

La non-expertise de cet événement peut remettre en cause le débat laïc en France. En effet, comment concevoir la réalité d'un peuple s'il est fragmenté par des prises de positions, des influences et des aliénations françaises dans certains cas mais aussi étrangères, ou de manière plus complexe par des positions réfractées de l'étranger vers la France ? Nous franchissons donc le seuil de la réalité communautaire en sombrant dans le communautarisme le plus agressif et le plus manipulateur.

Un effort de volonté individuel est donc nécessaire. Il faut se retourner vers la source, vers les émetteurs des idéologies aliénantes pour essayer de démonter les mécanismes sournois qui peuvent nous détacher de la République.

Ce document se présentera donc en trois parties précédées d'un liminaire. L'objet de ce dernier est de faire un peu de sémantique afin de mieux appréhender le sujet. La première partie sera consacrée à la communauté juive et plus précisément à la révolution mentale qui s'est opérée au sein de cette entité. Quant à la deuxième, elle sera centrée sur la communauté arabe, voire la communauté musulmane si cela a un

sens et sur l'essor de ce communautarisme arabo-musulman. Nous tenterons dans une dernière partie, enfin, non pas de conclure mais de poser un certain nombre d'exigences qui peuvent permettre d'instituer cette question dans le débat civique et d'éviter à l'avenir les errements auxquels nous avons assisté depuis quelques années.

## LIMINAIRE

Avant d'aborder ce sujet ô combien sensible et déchaînant autant de passions depuis de nombreuses années, il convient, au travers de ce liminaire de faire une mise au point sur certains termes habituellement utilisés dans notre vie de tous les jours et plus particulièrement depuis ces quatre dernières années c'est-à-dire depuis le début de la deuxième intifada. En effet, nombreux sont les médias (presse écrite, audiovisuelle....) et autres professionnels de cette partie du monde qui traitent de ce sujet et utilisent les termes classiques de racisme, antisémitisme, communautarisme ou encore de judéophobie sans rappeler systématiquement la définition originelle de ces termes. Il serait intéressant de le faire aujourd'hui avant d'exposer les répercussions de ce conflit israélo-palestinien sur ce communautarisme en France.

Commençons par le racisme : c'est une idéologie fondée sur la croyance qu'il existe une hiérarchie entre les groupes humains, les « races » : une race étant une subdivision de l'espèce humaine selon le critère apparent de la couleur de la peau. Avant de définir l'antisémitisme, cherchons à savoir ce qu'est une race sémitique. Un sémite appartient à un ensemble de peuples du Proche-orient parlant ou ayant parlé dans l'Antiquité des langues sémitiques (Akkadiens, Araméens, Phéniciens, Arabes, Hébreux....). L'antisémitisme est une doctrine ou une attitude d'hostilité systématique à l'égard des juifs. Il est apparu dans l'Empire romain, en Europe chrétienne, avec la multiplication des mesures d'exclusion, alimenté par des croyances calomnieuses et une instruction religieuse tendancieuse (les juifs, peuple déicide). Dans la seconde moitié du XIXème siècle, l'antisémitisme associe les anciens préjugés religieux et économiques aux théories pseudo-scientifiques du racisme : il se manifeste surtout en Allemagne, en France et dans l'est européen. Nous entendons régulièrement parler également d'antisionisme. C'est une autre notion qui consiste à s'opposer à la doctrine dont l'objectif fondamental est la reconstitution d'une nation juive, formant un corps politique visant la création d'un Etat souverain en Terre d'Israël (Eretz-Israël). La judéophobie est, quant à elle, plutôt une haine intellectualisée des juifs.

Ainsi, ce rappel sans prétention permet de cadrer notre sujet et éviter les amalgames simplistes.

Enfin le communautarisme est une conception faisant prévaloir l'organisation de la société en communautés sur l'exigence d'assimilation des individus selon des règles et un modèle équivalents pour tous. Nous voyons là poindre, au travers de cette définition, l'existence en France de ces communautés juives et arabo-musulmanes. Nous allons tenter de les analyser et de voir si le conflit israélo-palestinien, par le prisme de différents facteurs, peut encourager ce communautarisme.

# PREMIERE PARTIE

## **Révolution mentale dans la communauté juive, ou comment une communauté plutôt libérale (au sens anglo-saxon du terme) devient plutôt sécuritaire.**

### **I.- Une analyse historique nécessaire.**

La période 2001-2003 constitue, dans l'histoire de la communauté juive française, une charnière historique.

Telle une goupille que l'on fait sauter brusquement, nous avons assisté à un repositionnement tant idéologique que politique vers la droite de cette communauté. Cela constitue un fait important pour notre Nation, du fait de la composition sociale de cette communauté. Concentrée dans les classes moyennes, souvent en situation de relais d'opinion (professions libérales, en particulier : médicales, commerce...) et essentiellement concentrée dans les zones urbaines stratégiques (Paris, Marseille, Toulouse...), la communauté juive est un enjeu de pouvoir pour une stabilisation en longue période à droite. Si l'on reprend la grille de lecture marxiste, on peut considérer ce cheminement comme objectivement justifié. Si l'on est marxiste, force est de constater que le positionnement politique majoritairement de gauche libérale en France était une survivance de la deuxième guerre mondiale, réactivée et entretenue au cours des années 80 et 90 par le phénomène Le Pen. D'ailleurs, diraient les Marxistes, les communautés juives américaines, anglaises ou russes sont depuis longtemps positionnées à droite. Si on continue dans le même système de pensée, une opposition violente entre une fraction juive de la petite bourgeoisie et une fraction arabe du prolétariat n'est pas une nouveauté. Bref, les juifs français auraient retrouvé leur classe sociale et leurs intérêts sociaux. Cette analyse est simpliste, tout en recoupant des éléments de réalité. Si ce basculement politique a été aussi rapide, c'est aussi qu'une fraction des juifs de France n'attendait que cela pour rompre avec une hégémonie intellectuelle socialisante. Ce préambule permet de planter le décor et de montrer aussi la dynamique sociale de l'événement. Mais bien sûr, la réalité est plus complexe et les raisons de ce repositionnement sont multiples

et influencées par des paramètres nombreux. Dans cette partie, concentrons nous sur l'aspect idéologique du phénomène avec les conséquences aliénantes qui en découlent. Nous allons donc reprendre le fil des années 2001, 2002, 2003, et montrer, au fur et à mesure et de manière de plus en plus complexifiée, les différentes influences permettant cette révolution mentale.

## **II.- L'aspect idéologique.**

La particularité française est d'être, ou en tout cas d'avoir été, partie prenante du conflit du Proche-Orient, car les intérêts spécifiques du capitalisme français que certains nomment « Colbertisme » se trouvent être depuis une trentaine d'années intimement liés à la sphère économique arabe. Depuis le retournement d'alliance de 1967, la politique et la diplomatie françaises, tout en disposant de marges d'autonomie, ne peuvent faire abstraction des intérêts concrets des entreprises de BTP ou d'armement. Par ailleurs, l'injection dans la vie politique française de masses financières liées aux rétrocommissions sur ces marchés n'est pas négligeable. Par exemple, il est de notoriété publique que les rétrocommissions sur les marchés irakiens soumis à l'embargo étaient de l'ordre de 15 %. Or, il semble que la dette française s'élève à une dizaine de milliards de dollars, ce qui implique bien sûr un chiffre d'affaires global supérieur. La rétrocommission est donc au minimum minimorum d'un milliard et demi de dollars entre 1992 et 2002, ce qui veut dire plus de douze millions et demi de dollars par mois à injecter dans la vie politique française simplement sur le dossier irakien. Cet exemple montre bien, qu'en dehors des émotions et des effets de manche, les stratégies financières sont en jeu et déterminent, tout de même, l'évolution idéologique.

Ainsi, la France prend parti, ce qui est finalement son droit le plus strict. La politique française intervient directement dans le conflit : souvenons-nous par exemple de la réception à l'Elysée de Barak et d'Arafat où Jacques Chirac conseille à Arafat de ne signer aucun compromis. Il va sans dire que cette prise de position stratégique va s'accompagner d'une prise de position médiatique. Les médias des BTP (ex groupe Bouygues), des armuriers (groupes Lagardère et Dassault ...) et les chaînes d'Etat (France Télévision et Radio France ...) vont jouer leur rôle.

L'exemple le plus emblématique étant la mort en direct, et sans contextualisation, du petit Mohamed, filmé et diffusé par France Télévision.

Là où le phénomène se complexifie, c'est que d'autres groupes de presse se joignent à cette pression médiatique, mais pour des raisons différentes. C'est le cas du groupe Le Monde-La Vie catholique qui participent, relaient et maximisent, par sa place centrale dans la presse française, la pression médiatique. Pour faire bref, disons que ce groupe de presse se comporte en relais de la politique vaticane.

### **III.- Les conséquences aliénantes qui en découlent.**

Il ressort de cette situation une homogénéité du discours idéologique diffusé par les médias français en 2001 et 2002.

Les conséquences ont été lourdes pour la vie politique de notre pays, mais surtout pour l'évolution des mentalités dans les communautés juive et arabe. La communauté juive va ressentir une oppression, telle une chape de plomb devant cette couverture des événements. Ici, va se nouer le premier malentendu entre la sphère dirigeante nationale et la majorité des juifs français : ce qui est une prise de position stratégique pro régimes arabes va être ressentie par les juifs français comme douteuse et donc suspecte d'antisémitisme. Ce sentiment est d'autant plus fort que des éléments appartenant à la symbolique religieuse vont intervenir, en particulier lors du siège de l'église de la Nativité à Bethléem. Il y aura, bien entendu, une influence réactive de la part des Israéliens qui, et c'est de bonne guerre, chercheront à structurer un discours idéologique rendant solidaire le discours diplomatique français pro régimes arabes avec le discours antisémite. C'est globalement la thèse du film « Décryptage » de Monsieur Tarnero, qui bien qu'excessif et de parti pris, soulève également de vraies questions.

A cette première contradiction, déjà complexe et difficile à décrypter, va se surajouter un deuxième élément provoquant un effet de synergie redoutable qui est la campagne électorale présidentielle des premiers mois de 2002. Celle-ci intervient dans un contexte particulier où la place de la sécurité publique est extraordinairement surévaluée. Souvenons-nous de plus de la quasi-sédition des corps constitués de la police et de la gendarmerie. Signalons d'ailleurs que ces différentes séditions resteront longtemps un mystère. En effet, le mouvement de désobéissance de la

gendarmerie débute par un refus d'obtempérer de la garde présidentielle, c'est-à-dire de l'élite de l'élite de ce corps. Dès la fin de 2001, nous assistons à une augmentation de la délinquance dans certains quartiers sensibles dans un contexte de démobilisation et de quasi-désobéissance des corps répressifs. Ce laisser-aller a certainement provoqué un sentiment d'impunité des délinquants des cités.

Or, la place occupée par la couverture des événements du Proche-Orient représente pour les chaînes de télévision hertziennes près du quart du temps des journaux télévisés, et la plupart du temps, en début de journal. Cet environnement va provoquer une recrudescence des agressions antisémites causées par des éléments « lumpenprolétaires » des cités. Pour beaucoup de raisons, ces agressions vont rester masquées tout le premier semestre 2002. Pourquoi ? Ce n'est pas par manque d'information car les services de police sont toujours très bien renseignés sur les zones de non-droit et cela depuis la cour des miracles au Moyen-âge. Les petits indicateurs, dealers ou autres, que l'on laisse en liberté, sont les yeux et les oreilles des services policiers tels que les RG par exemple.

La France est depuis longtemps habituée à gérer les affrontements intercommunautaires. Souvenons-nous des affrontements de Belleville de 1967 et de 1968, provoquant deux morts, des centaines de blessés et des dizaines d'immeubles incendiés. Plus près de nous, pendant la première guerre du Golfe, l'Etat français avait pris des mesures de sécurité pour prévenir ce type d'émeute. Là, rien ne va être fait pour contrecarrer cette flambée d'agressions antisémites. Là, se noue un deuxième malentendu qui va avoir des conséquences catastrophiques : si les agressions antisémites ne sont pas réprimées, la cause n'en est pas un antisémitisme d'Etat mais la non volonté ou la non possibilité, ou les deux à la fois, de réprimer pour stopper le développement de la délinquance dans ce premier semestre 2002, propice à toutes les manipulations. En résumé, les agressions antisémites sont un phénomène parasite lié à une pression médiatique forte dans un contexte de laisser-faire policier. Laissons aux chercheurs et aux historiens le soin de revenir demain sur ces événements qui permettent à un candidat qui obtient 19 % des suffrages au premier tour des élections de gagner une élection présidentielle à plus de 82 %.

**Pour les Juifs, au sortir de cette période, la preuve est faite : il y a connexion entre un discours anti-israélien et des agressions antisémites.**

La construction idéologique des Tarnero ou Finkelkraut se trouve validée, mais en fait pour de fausses raisons. Tel Montgolfier persuadé que sa montgolfière s'élève dans le ciel grâce à la fumée et non grâce à l'air chaud, ces cinéastes et ces penseurs décrivent la réalité d'un phénomène sans en percevoir les raisons objectives.

Car cette liaison entre le discours idéologique pro-arabe et les agressions antisémites ressortit à une chaîne d'événements et non à une causalité mécanique.

Mais dans l'Histoire, ce genre de subtilités ne pèse rien face à l'émotion des foules.

Le basculement de la communauté juive est, à l'issue de cette période, massif. Pour la première fois depuis la Deuxième guerre mondiale, les Juifs ont le sentiment d'être victimes d'un ostracisme majoritaire, subissant la violence d'une minorité, certes, mais d'autant plus agressive qu'elle agit dans un climat de passivité générale.

Cela n'est pas sans rappeler, bien sûr, d'autres événements tragiques de la France occupée entre 1940 et 1944.

Cette modification de l'état d'esprit des Juifs de France va permettre un alignement et une instrumentalisation de plus en plus implacables. Le vecteur porteur en sera la peur conçue comme un anesthésiant mental. Tout est fait au niveau du discours des organisations institutionnelles juives, et du CRIF en particulier, pour que l'on voie l'Arabe comme hostile a priori. Progressivement, la sphère d'hostilité sera élargie aux Noirs, je veux parler bien sûr de la surmédiatisation obscène de l'affaire Dieudonné. Car si cette affaire relève de la psychiatrie, sa surcouverture médiatique n'est pas le fruit du hasard. Peut-être, allons-nous assister demain, après l'Arabe et le Noir, à la mise en scène de l'hostilité antisémite des pauvres en général. Il s'agit donc de faire suivre à cette communauté particulière les méandres tactiques de la politique conçus sous d'autres cieux. Mais la nouveauté réside dans la mondialisation de cette inféodation : il ne s'agit plus d'être en sympathie avec l'état d'Israël mais de relayer une politique particulière israélienne et américaine. De manière caricaturale, on peut dire que pour soutenir Israël, un Juif français doit soutenir Sharon, donc Bush et sa politique, donc Berlusconi en Italie et doit pleurer la défaite d'Aznar en Espagne... Tendanciellement, la ligne de plus forte pente est de suivre la fraction du capitalisme pétrolier américain dans sa stratégie globale, et son système d'alliance mondiale.

De manière totalement paradoxale, nous assistons à l'inversion complète de l'idée sioniste qui visait à l'autonomisation du peuple juif.

D'ailleurs, dans les années 40-70, cette vision amenait des positionnements tactiques qui pouvaient voir Ben Gourion allié un jour à Staline puis avec les Franco-anglais, et enfin avec les Américains. A cette époque, les communautés juives du monde entier n'étaient pas systématiquement appelées à la rescousse de ces évolutions apparemment contradictoires. Cette époque est révolue et toute élasticité idéologique semble disparaître.

Le plus dangereux et le plus aliénant donc, est la défense comme une évidence et une prise de parti pour une fraction du capitalisme américain, qui se trouve être, d'ailleurs, la plus archaïque et surtout totalement opposée au développement des forces productives. Depuis le 11 septembre, et peut-être déjà les mois précédents, le gouvernement de Bush organise la riposte face à une mondialisation financière qui menacerait les trusts d'extraction des matières premières et du pétrole en particulier.

Alors qu'une neutralité serait la bienvenue, on pousse les communautés juives à mettre d'une certaine manière tous leurs œufs dans le même panier en misant sans réserve sur la réussite de cette fraction du capitalisme. Mais attention, car suivant le vieil adage, le cynisme est toujours à double sens et lorsqu'on est engagé avec un individu peu recommandable, il est difficile de s'en défaire. Il est d'ailleurs possible que l'affaire du film « christique » de Mel Gibson soit en quelque sorte un avertissement des conservateurs baptistes devant certaines velléités de la communauté juive américaine de soutenir la candidature de John Kerry.

Pour en revenir à notre pays, et pour conclure cette première partie, **il semble indispensable que les Juifs de France dépassent une attitude fébrile et émotionnelle et cherchent à comprendre le rôle qu'on veut leur faire jouer.**

L'espoir réside peut-être dans l'intégration profonde des Juifs de France à la République.

Le combat pour la laïcité, par exemple, ne doit pas être qu'une simple opportunité anti-islamique, elle doit être la base et la pierre angulaire d'un point de vue français de Juif français.

Cette imprégnation laïque est un antidote aux forces et aux lobbies qui voudraient extérioriser la communauté des Juifs de France de la communauté nationale. Cela n'est pas contradictoire avec un attachement intime à l'existence d'Israël, conçu comme continuité historique du peuple juif.

Sans cette prise de conscience, et dans une situation d'échéance électorale américaine propice au terrorisme, la communauté des Juifs français risque de servir des intérêts qui, en dernière instance, lui sont profondément hostiles.

## DEUXIEME PARTIE

### **Essor du communautarisme arabo-musulman.**

*« Comprendre consiste à regarder la réalité en face avec attention, sans idée préconçue, et à lui résister au besoin, quelle que soit cette réalité. » Hannah Arendt, Sur l'antisémitisme.*

Tout d'abord, je pense qu'il faut être partisan d'une solution négociée au conflit israélo-palestinien, d'une solution politique fondée sur le principe de la coexistence de deux Etats indépendants, le retour de l'Etat d'Israël aux frontières de 1967, la fin de l'occupation de la bande de Gaza et de la Cisjordanie, le démantèlement des colonies et le partage de Jérusalem. Le processus sera abouti lorsque, du côté palestinien, il y aura reconnaissance du droit à l'existence et de la légitimité de l'Etat d'Israël. Tout ceci ne sera possible que lorsque les deux parties seront dans le registre de la confiance réciproque et non plus dans une suspicion mutuelle, comme l'ont montré les différentes tentatives de négociations et leur échec.

Il est intéressant, comme dans la première partie, de se demander pourquoi et comment, en France, le conflit israélo-palestinien peut influencer sur la façon de penser, de voter, de vivre de certains individus aussi éloignés du terrain où sévit ce conflit ?

Pour commencer, on cherche vainement dans la nouvelle édition 2002 du Petit Robert une définition du mot communautarisme. En revanche, le mot « communauté » se trouve dans divers dictionnaires. La communauté sociale se définit comme une collectivité dans laquelle les notions d'unité et d'identité sont primordiales quand le communautarisme est perçu comme une contestation interne de la construction nationale. La politique, dans une société multicommunautariste, se réduit à un arbitrage permanent entre des groupes de pression dont les intérêts sont rivaux voire incompatibles. La possibilité d'une référence à l'intérêt général disparaît.

Qu'en est-il en France ? **Existe-t-il un communautarisme arabo-musulman ?**  
**Comment est-il fondé ? Sur quels facteurs d'unité ? Autour de quels combats ?**  
**Quel rôle y joue le conflit israélo-palestinien ?**

### **I.- Analyse de quelques faits récents.**

Insultes, agressions physiques, incendies de synagogues et d'écoles juives, la liste n'est pas exhaustive mais elle reflète bien les actes commis contre la communauté juive ou contre ses intérêts. Ces agressions ont débuté en septembre 2000, ce qui correspond au début de la seconde intifada liée au passage de M. Sharon sur l'esplanade des mosquées. Elles ont été commises par des jeunes de banlieue, vocable qui désigne les jeunes issues de l'immigration le plus souvent arabo-musulmane.

Depuis la même date, des intellectuels arabo-musulmans remettent en cause le parti socialiste, supposé proche d'Israël. Le voyage de Lionel Jospin dans les territoires occupés avec le fameux discours qui a provoqué son caillassage, n'a fait que confirmer l'idée d'un parti socialiste favorable aux Israéliens. N'y aurait-il pas une tentation de rallier la droite pour certains d'entre eux qui se retrouvaient sur les valeurs de la gauche. En effet, la droite, pour diverses raisons exposées supra, semble plus à même d'attirer beaucoup de personnes sensibles à son discours plus musclé face au gouvernement israélien.

Autre fait : la visibilité des intellectuels arabo-musulmans dans les médias français est quasiment nulle. Qui peut citer, dans le grand public, un nom de spécialiste, politologue, sociologue arabo-musulman ? Vous aurez plus souvent l'occasion de voir un judoka, Jamel Bourras ou un chanteur comme Khaled interviewé sur la question algérienne, la question palestinienne que des universitaires comme Mohammed Arkoun ou Burhan Ghalioun.

Cependant, il faut rappeler qu'une bonne partie de la population française d'origine arabo-musulmane appartient à la majorité silencieuse même si l'on voit souvent poindre dans son discours un fort ressentiment contre la communauté internationale, en particulier les Etats Unis, qui laisserait Israël agir à sa guise, bafouant les diverses résolutions de l'ONU alors qu'en Irak, par exemple, dans la première guerre du Golfe, il n'a pas fallu longtemps pour contrer l'armée irakienne lors de l'invasion du Koweït.

## **II.- Comment expliquer les comportements nouveaux auxquels nous sommes confrontés ?**

Revenons aux agressions verbales ou physiques, doit-on les considérer comme des actes antisémites, comme nous pouvons l'entendre ou le lire ici ou là ? Préciser d'abord une nuance de terminologie. L'antisémitisme fait référence à la théorie fort heureusement dépassée des races, en l'occurrence de la distinction entre races « sémites » et « aryennes, indo-européennes ». Ces distinctions raciales avaient cours à l'époque du racisme dans l'Allemagne nazie. Les termes de « judéophobe » ou « antijuif » ont été adoptés par les sociologues pour désigner la haine intellectualisée des juifs, ce qui évite l'éternel débat « peut-on être antisémite quand on est soi-même sémite ? »

Pour en revenir aux différentes actions commises par les jeunes arabo-musulmans, faut-il parler de judéophobie ? Il semble important de faire attention de se garder d'un danger qui consiste à conférer une importance idéologique à des comportements non réfléchis, de théoriser une violence spontanée. Comme le disent certains membres de la communauté juive : avant les déclenchements des intifada, il n'y avait pas de ressentiment. Les jeunes arabo-musulmans de banlieue ont transposé le conflit proche oriental pour effectuer ce que certains appellent « l'intifada des banlieues ». Ces jeunes sont toujours à la recherche d'un psychodrame, soit contre la police, soit contre la République, soit contre les nantis. Beaucoup n'hésitent pas à faire de la provocation (tags, insultes, menaces etc..) et certains passent à l'acte (incendie, attaques etc..) à l'encontre de citoyens juifs ou d'institutions juives. Le raisonnement est simple : qui dit juif, dit pro-israélien, dit favorable à la politique de Sharon en Israël dit donc ennemi des arabes ou/et des musulmans. L'identification aux jeunes palestiniens qui lancent des pierres à Gaza est vite faite et l'on va venger les « frères » Palestiniens opprimés par l'armée israélienne. Et l'Israélien de substitution est tout indiqué, c'est le voisin juif dans une banlieue française. Laurent Mucchielli, sociologue, dans son livre sur la violence urbaine, explique que les pointes de judéophobie en France sont liées aux débuts des deux intifada au Proche-Orient. Les travaux de Nonna Meyer, chercheuse au centre d'études de la vie politique, montrent que, d'après des sondages, effectués dans la population française ces dernières années, la portion de judéophobes reste à peu près stable, autour d'un

noyau dur représentant environ 10 % des Français. Une récente étude datée du 2 avril 2004 de la commission nationale des droits de l'homme le confirme. Certes, c'est toujours trop mais il n'y a pas un renversement phénoménal dans la portion de judéophobes.

Après ce constat rapide des comportements, essayons de pousser un peu plus loin la compréhension de ces comportements. On ne peut faire l'économie d'aller voir les milieux d'origine des jeunes arabo-musulmans.

Ils sont issus de milieux socio-économiques modestes, les parents, souvent analphabètes, sont originaires pour la majorité d'entre eux des pays du Maghreb. Il ne faut pas nier que l'environnement, dans le quotidien, y est assez complaisant avec une forme de judéophobie de langage qui se manifeste par des dictons, des réactions dans lesquels le Juif sera celui qui va trahir, celui qui ne sera pas franc, etc.

### **III.- Une instrumentalisation de la sensibilité de l'opinion au drame palestinien.**

La sympathie pour la cause palestinienne sert de dérive à toute velléité d'opposition. Ces pouvoirs demandaient aux populations d'accepter des sacrifices en termes économiques, politiques car, comme le disait tous les soirs la télévision, le combat de l'ennemi sioniste et l'entraide des peuples arabes aux « frères » palestiniens l'exigent. Que de dictatures arabes peuvent remercier Israël pour leur avoir facilité la tâche ! Les Maghrébins, qui, dans les années 60, étaient dans ces pays-là, sont les parents des « sauvageons » de France.

De plus, ces jeunes, pour la plupart en situation d'échec, se sont jetés pour certains d'entre eux dans l'islamisme ou l'Islam politique. Ils ont délaissé les partis politiques, après avoir été instrumentalisés notamment par la gauche bien pensante dans les années 80. La déception a fait des adeptes des partis islamistes quand on aurait pu en faire des citoyens. Quels discours en tirent-ils sinon celui de la haine de l'Autre et le Djihad contre les Croisés ? Les jeunes, laissés en marge de l'éducation, de la culture, des valeurs de la République, se sont créés une économie parallèle, dans un monde parallèle avec un semblant d'idéologie qu'est l'Islam politique. Dans ce contexte, l'identification à Ben Laden, le rejet de l'Amérique et son allié Israël, du capitalisme international, de la laïcité, de la démocratie constituent un ciment idéologique simplet, certes, mais efficace pour se sentir appartenir non plus à une cité mais à un vaste monde islamique. Le Juif devient ainsi l'ennemi juré de l'Islam.

L'Amérique est loin, le Juif est mon voisin. Quoi de plus confortable pour montrer sa solidarité que de s'attaquer aux Juifs, à la laïcité etc. ?

Il est intéressant de se demander quel est le rôle des médias dans la cristallisation des opinions.

C'est assez paradoxal mais sur ce registre, la critique est unanime. La communauté arabo-musulmane a, comme la communauté juive me semble-t-il, le sentiment que c'est l'autre camp qui est favorisé. Donc, les noms circulent de ceux des journalistes qui font partie des soutiens d'Israël, et évidemment, la question à propos d'un envoyé spécial ou d'un chroniqueur: « est-ce qu'il est juif ? » est un grand classique. En réalité, la question est de savoir si notre subjectivité par rapport à ce conflit n'est pas un frein à un jugement objectif du traitement de l'information. Fatalement, le journaliste est vendu à l'autre camp s'il ne fait aucune critique qu'on attend de lui. Ainsi, pour parler de la violence en Israël, il y a des mécanismes de répétition, peut-être à l'insu même des journalistes, des mots routiniers qui peuvent orienter l'information par exemple la dialectique de la « provocation » et des « représailles » qui suppose la responsabilité d'un des belligérants.

Un fait beaucoup plus grave est la désinformation. Cet événement semble très déterminant quant à la crispation des communautés arabo-musulmanes et juives. C'est la manière dont les journalistes ont pu rendre compte de l'échec des négociations de Camp David et de Taba en reprenant à leur compte la version des conseillers en communication de M. Barak, Premier ministre israélien à l'époque : toute la faute en revenait à Arafat qui avait refusé une offre généreuse de la part de Barak. Colombani, Jean Daniel sans compter des intellectuels comme MM. Taguieff et Finkelkraut se sont fait l'écho de cette version des faits et ont conclu que « Arafat a voté Sharon ». Aujourd'hui encore, alors que des voix éminentes les ont contestés, comme Robert Malley, conseiller spécial de Bill Clinton pour les affaires arabo-israéliennes qui a assisté aux négociations, Menahem Klein, chercheur israélien qui a suivi les débats, et bien d'autres personnalités et journalistes israéliens, vous aurez encore la même version des faits. Peut-être cela simplifie-t-il la tâche des journalistes qui avaient enfin un coupable à jeter en pâture dans ce conflit. Il semble, néanmoins, que cet épisode a été particulièrement efficace pour délégitimer Yasser Arafat comme interlocuteur pour négocier la paix. Le camp de la paix s'est trouvé affaibli

par cette version des faits, Sharon s'est fait élire dans la foulée et l'on connaît la suite.

De plus, des images terribles témoignant de la brutalité des militaires israéliens vis à vis de jeunes palestiniens sont diffusées sur des chaînes satellitaires alors qu'elles ne sont jamais passées sur les chaînes nationales françaises. Une bonne partie de la communauté délaisse les informations sur les chaînes de radio ou de télévision françaises et va chercher les informations sur des chaînes satellitaires : Al Jazira, Al Arabia, MBC, et autres chaînes des pays d'origine. Pour ce qui est des radios, les radios locales communautaires (Radio Méditerranée, Radio Beur etc.) consacrent une large part de leurs informations au conflit. L'Internet n'est pas en reste qui permet de créer des réseaux et ainsi, échanger des informations, parfois de soi-disant première main du type « il n'y avait pas de juif dans les tours du World Trade Center le 11 septembre 2001, s'il fallait encore prouver que c'est un coup du Mossad... ».

On découvre sur ces chaînes et ces radios des intervenants arabomusulmans de France, que l'on ne voit ou n'entend jamais sur des chaînes nationales. Tarik Ramadan, seul intellectuel certes d'origine suisse mais adopté par la banlieue française, qui a réussi à se faire entendre sur les chaînes françaises, a été accusé d'antisémitisme et soumis à la vindicte populaire. Il délivre un message qui a pour but de sortir les jeunes des banlieues des organisations communautaires et de les encourager à s'inscrire dans le mouvement social. Voudrait-on envenimer les relations entre les communautés que l'on ne s'y prendrait pas autrement ?

Autre exemple qui provoque un sentiment d'injustice : certains intellectuels avaient pour habitude de soulever le cas d'injustices commises envers un peuple ça et là et donc de médiatiser le problème pour mobiliser l'opinion : le Tibet, l'ex Yougoslavie, la Tchétchénie etc. Le conflit israélo-palestinien provoquait un certain émoi même parmi les défenseurs de l'Etat d'Israël. Il y avait certes, un soutien marqué de la part de membres de la communauté juive à l'Etat d'Israël mais aussi une critique de telles ou telles exactions de la politique ou de l'armée israéliennes dans les territoires. Cette attitude, signifiait qu'il n'y avait pas une communauté unie quelle que soit la situation plus ou moins dramatique sur le terrain. A partir du moment où il y a dérive communautaire et crispation, il devient impossible de faire la moindre critique à l'égard de l'Etat d'Israël et ses institutions sans être traité d'antisémite. Les cas de Daniel Mermet et de Charles Enderlin sont des exemples significatifs. Ceci a

largement contribué à renforcer le communautarisme arabo-musulman avec le sentiment qu'il n'y a plus de dialogue possible, et que la communauté juive est unie derrière l'Etat d'Israël, sans discernement, dans un combat sans merci contre la population palestinienne avec la bénédiction des capitales occidentales. Pourquoi les injustices commises en Israël seraient-elles au dessus de toute condamnation ? Pourquoi les juifs de France seraient-ils plus frileux que beaucoup de juifs israéliens pour réagir face aux abus, pour employer un euphémisme, du gouvernement israélien ?

Il est intéressant de se poser la question suivante : les tensions au Proche Orient marquent-elles l'apparition d'un communautarisme arabo-musulman, c'est-à-dire d'une homogénéité de pensée et une uniformité d'action ?

Jusqu'à présent, il n'existait pas de communauté dans le sens d'un vote communautaire. Il existe certes une proximité linguistique, géographique, religieuse entre ces populations arabo-musulmanes quand on pense aux pays d'origine, mais pas vraiment d'objectifs communs et beaucoup de différences, ce qui n'est pas perçu à l'extérieur de la communauté parce que les médias ont tendance à véhiculer une image stéréotypée du Musulman, de l'Arabe.

Ces musulmans n'avaient pour seuls moments de communion que le ramadan, la fête pour clore le ramadan et la fête du mouton que les radios et télévisions nous rappellent chaque année comme un grand moment d'union sacrée de tous ces croyants. Faut-il rappeler que même ces soi-disant moments d'union marquent surtout une division. En effet, si l'on prend par exemple, la date du début du mois de ramadan (le jeûne du pratiquant qui fait partie des 5 obligations du musulman), certains adeptes de la pratique wahhabite vont privilégier la date fixée en Arabie Saoudite, d'autres, souvent d'origine chiite, la date fixée par l'Iran, enfin il y a ceux qui se réfèrent aux dates de leur pays d'origine. Or, il existe une norme établie dans le cadre rigoureux des textes coraniques. Ces textes stipulent que l'apparition de la lune fixe le début du jeûne. Avec les moyens d'observation de l'apparition de la lune, en France, le doute n'est pas permis. Pourtant, il y a un début et une fin de Ramadan qui diffèrent de une à deux journées dans cette fameuse communauté.

De plus, les différentes tentatives des ministres de l'intérieur successifs depuis Pierre Joxe jusqu'à Nicolas Sarkozy en passant par Jean-Pierre Chevènement de donner un organisme représentatif de l'Islam de France ont échoué en partie sinon totalement et illustrent bien les divergences persistantes entre les musulmans de France.

Pourtant, il semble qu'aujourd'hui, l'apparition d'un esprit communautaire est indéniable dans un sens de rejet des valeurs de l'Autre (Américain, Européen, Occidental accusé d'être islamophobe, arabophobe) de plus en plus avéré depuis le 11 septembre 2001. Certes, une frange des populations immigrées, en particulier les arabo-musulmans étaient déjà dans la réaction communautariste. En effet, il ne faut pas oublier que les islamistes, comme ils le font dans certains pays arabes, ont pu reprendre une partie des missions de service public que l'Etat n'assumait plus pour certains laissés pour compte de la société libérale. Ces communautarismes plus de défense que d'identité, signent le déclin de l'idée nationale à la française. En effet, ils provoquent une contestation interne de la construction nationale dont parle A. Taguieff. C'est la preuve et le résultat de l'échec d'un modèle qui a fonctionné pendant des décennies à savoir l'intégration de nouveaux citoyens venant de Pologne, d'Italie, d'Espagne etc.

## QUELQUES PISTES POUR ALIMENTER LE DEBAT...

Sans chercher le moins du monde à conclure, ce qui est impossible, il serait intéressant de proposer trois pistes permettant de clarifier les termes du débat en espérant ainsi baliser l'expression des contradictions. Ces trois points portent sur des attitudes que l'on doit adopter, premièrement sur le plan personnel, deuxièmement sur le plan communautaire « dans les yeux des autres », et troisièmement sur le plan politique.

**Adopter une attitude systématiquement critique par rapport à la « société du spectacle »** telle qu'elle était définie par Guy Debord. Le conflit du Proche-Orient est sur l'échelle des massacres une guerre de basse intensité. Or la médiatisation est considérable. Cette surmédiatisation a pour but envoyer des stimuli pour positionner les comportements.

Il faut donc se méfier comme de la peste de l'émotion comme guide de prise de parti. Notons en particulier, que la période 2004-2005 risque hélas d'être fertile en monstruosité. Cherchons donc, chacun individuellement, à réfléchir aux manipulations avant de relayer un message préformaté.

**Refuser et militer pour ce refus de toutes pseudos représentativités communautaires.**

Le mode anti-démocratique et confus de la désignation des membres du CRIF ou du CFCM est propice à l'intervention de tous les lobbies français mais surtout étrangers pouvant entraîner une activation de l'hostilité voire de la violence entre les communautés présentes sur le territoire national. Plus largement il faut également refuser les représentativités autoproclamées des intellectuels communautaires, ou plutôt communautaristes. Alain Finkelkraut ou Tarik Ramadan, vedettes de « la société du spectacle », ont un discours profilé et dangereux qu'il est indispensable de démonter et de dénoncer.

**Adopter systématiquement un point de vue « français » sur ce sujet brûlant.**

Par cette formule un peu surannée, il est entendu le parti pris du débat citoyen raisonné. Ce troisième point est d'ordre politique et semble assez évident, mais il est bon de rappeler certaines évidences.

Cela veut dire que seul l'espace démocratique et républicain français permet aux citoyens d'intervenir pour l'avenir du peuple français dans ces intérêts matériels et moraux. Une autre attitude ne peut conduire qu'à la fragmentation de ce peuple-là, et l'imposition d'idéologies totalitaires.

Alors quelles sont les stratégies pour un combat contre l'antisémitisme ?

Formation et éducation. Les diverses composantes de la société française qui peuplent l'école ont toutes le droit d'apprendre leur histoire et leur culture – et celles de l'Autre – pour mieux accéder à l'universel, un universel enfin devenu ce qu'il prétend être, et sorti de ses ornières... un universel vraiment fédérateur, seul à même de désamorcer les nationalismes diasporiques qui aujourd'hui nourrissent les replis communautaristes. En nous investissant dans la connaissance de l'Autre par l'intermédiaire de l'apprentissage du religieux comme fait de civilisation, nous avons une issue qu'il convient d'exploiter. Ce n'est pas réduire cette connaissance au religieux que de revendiquer ce moyen de rapprochement, non seulement entre juifs et musulmans mais entre tous les groupes qui composent la mosaïque française, et ceci à l'heure où l'école est elle aussi secouée par l'antisémitisme et le racisme. Les passerelles se construisent sur le terrain. Ce sont les enseignants qui sauront préparer les citoyens de demain, dans la connaissance réciproque de leurs cultures et de leurs religions respectives. Les parents, les responsables associatifs, bref tous les citoyens pourraient profiter d'une formation adaptée dans cette direction et répondant à leurs besoins. La tâche est immense, mais il est encore temps de l'engager, sans démagogie, en se disant que tous les remèdes sont bons à condition d'en connaître la posologie et de diversifier les prescriptions. L'enseignement du fait religieux comme fait de civilisation est important pour créer le climat pluriculturel qui, dans la moyenne durée, conduirait par la connaissance mutuelle à transcender ces fléaux que sont le racisme et l'antisémitisme. Les politiques, souvent plus soucieux de s'assurer

des effets d'annonce que de mener une action concertée et continue, disposent de plus de temps qu'ils ne le reconnaissent eux-mêmes, ne serait-ce que de celui de leur mandat, pour envisager des remèdes dont l'efficacité ne se révélera, certes, qu'à moyen ou long terme. Si la formation, la pédagogie de l'information, une plus grande attention aux inquiétudes de la population, toutes confessions et appartenances confondues, cohabitaient avec des projets porteurs pour un meilleur vivre ensemble, avec des ripostes raisonnées non seulement face à l'antisémitisme mais aussi face au racisme, qui semblent tous deux s'être durablement installés en France, peut-être que commencerait alors le vrai travail.

Revoir les modalités de l'enseignement de la Shoah. Pour parer à l'oubli, ce n'est pas du devoir de mémoire que nous avons besoin, mais d'une contextualisation du génocide, de sa mise en perspective avec d'autres génocides, d'autres événements marquants de l'histoire contemporaine, de son explication. En fait, de sa désacralisation en faveur de son humanisation et l'universalisation progressive qui en découlera. C'est alors que serait envisageable une transmission solide aux juifs et aux non-juifs. Si le tabou de la Shoah est levé actuellement, et conjointement avec celui de l'antisémitisme, c'est parce que la transmission de la Shoah s'est faite d'une manière coupée du fait juif, de la vie juive avant la Shoah, de celle d'après, de la culture juive en un mot. On n'a retenu que l'horreur, que la mort qu'on a parfois transposée dans une horreur qui pouvait, pour certains, devenir ludique. Si nous nous sommes trompés, c'est parce que nous avons cru, avec la naïveté de l'humain, que l'invocation d'un exemple – paradoxalement présenté comme unique – pouvait empêcher la répétition du pire dans le concret de l'histoire. Elle nous montre suffisamment que ce n'est pas le cas. Si ce l'avait été, il n'y aurait eu ni guerres, ni massacres, ni autres génocides après l'Holocauste. Le tabou peut toujours être levé. C'est ce qui arrive aujourd'hui, et qui est arrivé ailleurs, dans d'autres moments historiques. Il est temps de prendre le sujet à bras-le-corps, d'incorporer le génocide des Juifs à l'histoire, comme les violences et les effets à long terme de la colonisation et de la décolonisation, avant qu'elles aussi ne se figent. Ces rencontres sont susceptibles de donner chair à une autre vision de l'histoire contemporaine, dans ses multiples heurts, ses incompatibilités, ses erreurs passées et encore en cours. C'est dans cet enchaînement, dans ces interrelations que l'Holocauste trouvera sa juste place dans la conscience collective, en responsabilisant les citoyens du monde devant ce qui arrive, et sans les installer dans cette combinaison de culpabilité et de pathos

permanent, parfois mauvaise conseillère. La Shoah a servi de grille de lecture pour l'histoire de la France de l'époque, divisant le monde entre les Résistants et les autres. De surcroît, le trop de mémoire a provoqué une sélection, un oubli qui peuvent expliquer en partie la levée du tabou. S'il n'est plus possible de réintroduire le tabou, on pourra peut-être toutefois, en incluant la Shoah dans un enseignement plus général où les Juifs vivants auraient également leur place, fixer l'attention sur ceux qui sont morts – parce qu'ils étaient juifs, selon les critères raciaux en vigueur dans les régimes nazi ou pronazis. Les pouvoirs publics en France sont très réactifs sur la question de l'antisémitisme et des moyens à mettre en oeuvre pour le contrer. Il est difficile de les taxer de négligence. Mais peut-être les mesures prises sont-elles surtout de nature à calmer les esprits des populations touchées par l'antisémitisme et n'optent-elles pas suffisamment pour des solutions de longue haleine plus formatrices que défensives. Ces mêmes pouvoirs publics pourraient également conjuguer leurs efforts avec ceux de la société civile et les soutenir avec plus d'enthousiasme.

Le rôle des institutions communautaires juives et arabo-musulmanes est primordial dans l'organisation et le déroulement des initiatives à venir. Non seulement elles ont le devoir de sortir de leur confusion d'une part entre le combat contre l'antisémitisme et la défense d'Israël et d'autre part entre soutien à la cause palestinienne et hostilité aux Juifs. L'autorité exercée par ce leadership, et même s'il est traversé lui-même de grandes divisions internes, est susceptible de calmer l'excitation des troupes des deux côtés. Les intellectuels des deux bords ont aussi le devoir de s'exprimer clairement sur les modalités du combat à mener et sans tomber dans les discours partisans ou communautaristes. Les médias ont également un rôle important à jouer dans l'éducation contre le racisme et l'antisémitisme en évitant le sensationnalisme et les manipulations de l'opinion. Le leadership juif devrait de son côté opter pour plus de rigueur dans ses déclarations concernant les actes antisémites, en évitant la précipitation. Il lui incombe de faire un tri entre les actes de délinquance et les actes antisémites, même s'il est sous la pression d'une base qui, en raison de la peur dans laquelle elle se trouve plongée, a tendance à tout interpréter sous le signe de l'antisémitisme. Toutes les initiatives de rapprochement entre juifs et arabo-musulmans sont à encourager. C'est à la société civile que ce travail incombe. Leur multiplication est susceptible de créer une dynamique positive. Les rencontres interconfessionnelles vont dans le même sens. Les remèdes dans la lutte contre

l'antisémitisme ne peuvent pas être distingués de ceux qu'on doit utiliser pour endiguer le racisme. Le combat devrait être mené de front dans les deux directions en même temps. L'antisémitisme ne concerne pas seulement les Juifs et le racisme pas seulement les arabo-musulmans ou les Noirs, mais tous les Français, toute l'humanité. Certes, l'arrêt des hostilités entre Israéliens et Palestiniens tempérerait l'hostilité actuelle entre juifs et arabo-musulmans, sans l'enrayer complètement. Toute la société est interpellée par ce conflit. Aucune législation ne sera suffisante si la société n'est pas responsabilisée dans ce domaine et que le respect de la confession, de l'ethnie, de la race de l'autre n'est pas mis à l'ordre du jour des politiques locales, nationales, éducatives.

## CONCLUSION

En définitive, ce conflit qui dure depuis des siècles et de manière plus prégnante depuis la création de l'état d'Israël, les cinq guerres israélo-arabes et les deux sanglantes intifadas a des répercussions non négligeables sur ce phénomène de communautarisme en France. Cette situation est artificiellement amplifiée par des organisations juives et/ou musulmanes mais également par les médias qui assurent une surmédiatisation du conflit. De plus, les conditions de vie dans les milieux « dits » sensibles abritant des minorités arabo-musulmanes cristallisent la méfiance voire la haine envers l'« autre » ou la haine de l'« autre ». L'ignorance et la méconnaissance de l'autre communauté ne peuvent qu'amplifier cette méfiance.

Bien évidemment, une accalmie dans ce conflit qui se trouve aux portes de l'Europe ne pourra être que bénéfique sur une évolution des relations entre les communautés juives et arabo-musulmanes de France. Cependant, cette évolution dans le bon sens ne peut être que pérennisée à condition que les hommes politiques, les médias mais également les organisations citées supra adoptent un comportement et un discours objectifs visant à cesser l'exacerbation de ce communautarisme rampant. L'Education nationale, au travers d'un enseignement ciblé et pratiqué par des enseignants disposant des éléments de langage ad hoc a un rôle primordial à jouer aujourd'hui pour que la génération de demain puisse appréhender ce phénomène de manière impartiale.

Or cette accalmie tant souhaitée qui permettrait de calmer les relations interconfessionnelles en France n'est peut-être pas encore d'actualité. En effet, l'arrivée à la tête du pouvoir palestinien du Hamas en ce début d'année 2006 ne constitue certainement pas un signe d'espoir dans les futures relations israélo-palestiniennes. Il reste à attendre le résultat des prochaines élections israéliennes avant d'établir un état des lieux des forces en présence pour une éventuelle reprise des négociations de paix.

## **BIBLIOGRAPHIE**

Site de l'observatoire du communautarisme :

**[www.communautarisme.net](http://www.communautarisme.net)**

Autres sites internet:

**<http://atheisme.free.fr/Religion/Communautarisme.htm>**

**<http://citoyen.eu.org/index.php/communautarisme>**

Ouvrages :

Sous la direction de PASCAL BONIFACE, **La société française et le conflit israélo-palestinien**, Dalloz, 2005.

ANDRAU René, **La dérive multiculturaliste, essai sur les formes du communautarisme**, Le Prince, Paris, 2000.

KEDADOUCHE Zaïr, **Ceux qui prêchent pour le communautarisme se trompent de cible**.

TAGUIEFF Pierre André, **Vous avez dit communautarisme ?**, Tribune, Le Figaro, 17 juillet 2003

VERBUNT Gilles, **Identités et communautarisme, vrais débats et fausses questions**, Hommes et Migrations, n° 1195, février 1996.

HUBAC Olivier, **ISRAEL-PALESTINE un siècle de conflits**, Audibert, 2005.

GREILSAMMER Ilan, **Le sionisme**, Que sais-je ?

PICAUDOU Nadine, **Les Palestiniens. Un siècle d'histoire**, éditions complexes 1997 et 2003.

# **TABLE DES MATIERES**

<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>4</b>
<b>LIMINAIRE</b> .....	<b>7</b>
<b><u>I REVOLUTION MENTALE DANS LA COMMUNAUTE JUIVE OU COMMENT UNE COMMUNAUTE PLUTOT LIBERALE DEVIENT SECURITAIRE</u></b> .....	<b>9</b>
I.1 Une analyse historique nécessaire .....	9
I.2 L'aspect idéologique .....	10
I.3 Les conséquences aliénantes qui en découlent .....	11
<b><u>II L'ESSOR DU COMMUNAUTARISME ARABO-MUSULMAN</u></b> .....	<b>16</b>
II.1 Analyse de quelques faits récents .....	17
II.2 Comment expliquer les phénomènes actuels auxquels nous sommes confrontés ? .....	18
II.3 Une instrumentalisation de la sensibilité de l'opinion au drame palestinien.....	19
<b><u>III QUELQUES PISTES DE REFLEXION POUR ALIMENTER LE DEBAT</u></b> .....	<b>24</b>
II.1 Adopter une attitude systématiquement critique par rapport à la « société du spectacle » .....	24
II.2 Refuser et militer pour ce refus de toutes pseudo-représentativités communautaires .....	24
II.3 Adopter un point de vue systématiquement français sur ce sujet brûlant. ....	25
<b>CONCLUSION</b> .....	<b>29</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....	<b>30</b>
<b>TABLE DES MATIERES</b> .....	<b>31</b>